

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Mars 2010

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en février dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de janvier-février des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.iijcan.org/index_fr.html.

Accréditation dans les cas de contravention à la Loi – Industrie de la construction – Ingérence dans les affaires syndicales – Intimidation et contrainte – Recours – Pratiques déloyales de travail – L'OPDC avait lancé une campagne de recrutement éclair au cours de laquelle de nombreuses confrontations avaient opposé, le jour de la requête, ses organisateurs et les contremaîtres adjoints de l'employeur, la société Chartrand Equipment – L'une de ces confrontations avait mené à une altercation, et des véhicules de Chartrand, conduits par des contremaîtres adjoints, avaient poursuivi le véhicule des organisateurs sur l'autoroute et à travers le centre-ville de Timmins; le véhicule des organisateurs syndicaux avait fini par être coincé entre trois des véhicules de l'employeur – L'un des contremaîtres adjoints avait proféré des menaces de mort à l'endroit de l'équipe des organisateurs et endommagé son véhicule – Le syndicat avait tenu une assemblée de recrutement ce soir-là – Aucun des employés ne s'y était présenté, y compris ceux qui avaient signé leur carte plus tôt dans la journée – La requête en accréditation avait été déposée le soir même, le syndicat ayant conclu qu'il lui serait impossible de recruter d'autres adhérents en raison des agissements et menaces de la société

– Malgré l'absence de preuve que Chartrand ait été au courant de la campagne de recrutement du syndicat avant la date de la requête, la Commission estime que l'employeur « savait sans l'ombre d'un doute » qu'une campagne de recrutement était en cours après la première confrontation entre les organisateurs syndicaux et les contremaîtres adjoints le jour de la requête – Avant la poursuite en voiture, il n'y avait aucune preuve de méfaits de la part de Chartrand – Mais, pendant la poursuite, il y avait eu des actes de violence physique et des menaces de mort, soit des actes d'intimidation et de contrainte contrevenant à la Loi – Selon la Commission, même si les frères Chartrand n'avaient pas ordonné ni organisé la poursuite, ils entretenaient avec leurs contremaîtres adjoints un rapport « spécial », qui menait ces derniers à se sentir membres de l'équipe de direction – Ayant choisi ses contremaîtres adjoints comme agents ayant pour rôle de dissuader les employés de se syndiquer, Chartrand doit maintenant assumer la responsabilité de ses actes – Par conséquent, la Commission juge que Chartrand a commis des actes d'intimidation et de contrainte qui constituent de l'ingérence dans les affaires du syndicat, en contravention de la Loi – Chartrand a admis que, si les actes commis pendant la poursuite en voiture étaient attribués à l'employeur, il serait de mise d'accorder une accréditation corrective au syndicat – La Commission est convaincue que l'incapacité de l'OPDC de démontrer l'appui de 40 % des membres à la requête en accréditation est le résultat des graves infractions à la Loi commises par Chartrand, et, comme aucun autre recours ne peut adéquatement réparer les effets de ces contraventions sur le syndicat, il est approprié d'accorder à ce dernier une accréditation corrective – La Commission trouve justifié de procéder à une déclaration, à une ordonnance d'affichage et à la remise directe d'un avis aux

employés actuels de Chartrand et à ceux qui travaillaient le jour de la requête, mais elle n'ordonne pas à la société d'assumer les frais de publication d'un avis dans les journaux et ne trouve pas nécessaire de prononcer une ordonnance de cesser et de s'abstenir, puisqu'elle n'a pas découvert de preuve que la conduite répréhensible de Chartrand ait persisté – Accréditation accordée

450477 ONTARIO LTD. CHARTRAND EQUIPMENT; RE LIUNA, Ontario Provincial District Council; File Nos. 1514-06-U; 1516-06-R; Dated February 17, 2010; Panel: Jack J. Slaughter (17 pages)

Industrie de la construction – Arbitrage d'une première convention collective – Pratique et procédure – Réexamen – Révocation – Délais

– Le syndicat local 625 avait été accrédité comme agent négociateur des employés de Villa – À la suite de l'échec d'une réunion de conciliation, le syndicat local 625 avait déposé une requête en arbitrage d'un premier contrat – Lors de l'audience, l'avocat de Villa avait déclaré que ce dernier avait reçu une requête en révocation dont la date de dépôt était celle de la veille de l'audience – Une décision orale avait été prononcée, ordonnant le règlement d'une première convention collective entre Villa et le syndicat local 625 – La Commission s'était dite disposée à réexaminer sa décision si la requête en révocation était déposée auprès de la Commission avant le prononcé de son ordonnance – Or, la requête avait été « déposée » auprès de la Commission par messagerie prioritaire la veille du prononcé de l'ordonnance orale, et elle avait été remise au syndicat local 625, par messagerie prioritaire également, cinq jours après la date de dépôt – La remise de la requête avait été retardée parce que l'avocat du requérant avait envoyé le document à la mauvaise adresse – La Commission exerce son pouvoir discrétionnaire et proroge la date de remise de la requête en révocation au syndicat local 625 – À première vue, la Commission ne trouve rien d'irrégulier dans le libellé du certificat de remise et ne voit pas de raison d'ordonner au requérant de déposer un second certificat – La Commission est d'avis que la requête en révocation a été remise correctement au syndicat local 625 et que l'instance doit se poursuivre – La requête en révocation doit être tranchée avant que l'on puisse demander une ordonnance de règlement d'un premier contrat – La décision orale ordonnant le règlement d'une première convention par voie d'arbitrage est révoquée dans son entier – La Commission ordonne la tenue d'un scrutin de représentation et la mise sous scellés de l'urne – L'affaire suit son cours

538203 ONTARIO LTD., O/A VILLA CONSTRUCTION; RE LIUNA, LOCAL 625; File Nos. 2409-09-FC; 2784-09-R; Dated February 2, 2010; Panel: Lee Shouldice (10 pages)

Conflit de juridiction – Intervenant – Le syndicat des mécaniciens-monteurs (the Millwrights) avait déposé deux requêtes en réponse à des griefs déposés par le syndicat des plombiers (the Plumbers) – L'EPSCA était intervenue dans les deux requêtes, qui se rapportent aux mêmes travaux en litige sur les mêmes chantiers – Au cours des réunions d'affectation du travail exigées par la convention collective qui lie toutes les parties, les travaux en litige avaient été attribués à des mécaniciens-monteurs; or, les travaux avaient été exécutés par des plombiers – Les deux employeurs déclarent qu'ils n'avaient pas modifié l'affectation du travail, et que, lorsqu'ils s'étaient rendu compte que des plombiers avaient effectué les travaux, ils avaient ordonné l'exécution des travaux par des mécaniciens-monteurs – Le syndicat des plombiers invoquait que les travaux avaient fini par leur être attribués, et qu'il incombait au syndicat des mécaniciens-monteurs de démontrer qu'il aurait fallu modifier cette attribution – La Commission déclare ne pas appuyer les efforts des parties pour obtenir gain de cause en évitant ou en passant sous silence les processus transparents prévus par les conventions collectives de l'EPSCA – Selon la Commission, le fait que les travaux ont été exécutés par des membres d'un syndicat auquel les travaux n'avaient pas été affectés ne signifie pas qu'il y avait eu modification de l'affectation – Le syndicat des plombiers avait contesté l'affectation des travaux en litige près d'une année après avoir pris connaissance de cette affectation – En conséquence, la Commission estime qu'il n'est pas nécessaire de se pencher plus longtemps sur l'affectation des travaux – La Commission exerce son pouvoir discrétionnaire et n'est pas disposée à recevoir la revendication des travaux en litige par le syndicat des plombiers – L'affectation n'a pas été contestée dans les délais prescrits – La Commission déclare que les travaux en litige ont été correctement attribués au syndicat des mécaniciens-monteurs (the Millwrights)

AKER KVAERNER SONGER CANADA, UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED STATES AND CANADA, LOCAL 67 AND; RE MILLWRIGHT REGIONAL COUNCIL OF ONTARIO AND ITS LOCAL 1007; RE; EPSCA; File Nos. 1223-09-JD; 1224-09-JD; Dated

February 11, 2010; Panel: Charles E. Humphrey (5 pages)

Santé et sécurité – Recours provisoires – Le Collège et deux de ses syndicats avaient été incapables de s'entendre sur un mode d'inspection du lieu de travail et sur des délais conformes à la Loi; le lieu de travail occupe une superficie d'environ 100 acres de terrain et renferme quelque 1 900 pièces, salles ou espaces – L'inspecteur avait ordonné l'inspection de l'état matériel des lieux une fois par mois – Le Collège avait interjeté appel et demandé la suspension de l'application de l'ordre, invoquant que les parties avaient des antécédents harmonieux en matière d'inspections régulières et conformes, et ce, jusqu'à l'expiration de la dernière convention – La Commission est d'avis que la suspension de l'application de l'ordre ne dégagerait pas le Collège de ses obligations aux termes de la Loi; rien ne suggère que la suspension mettrait les employés en danger; le défaut de suspension comporterait un préjudice considérable pour l'employeur; enfin, l'employeur présente une solide argumentation prima facie, avec probabilité d'obtenir gain de cause sur le fond de l'appel – Cependant, la Commission conclut que, même si elle pouvait suspendre l'application de l'ordre faisant l'objet de l'appel, elle n'a pas la compétence voulue pour remplacer celui-ci par un second ordre dans le contexte d'une demande de suspension – Après consultation des parties, la Commission rend une ordonnance provisoire, enjoignant aux parties de procéder aux inspections conformément à la proposition présentée par le Collège – Suspension accordée; l'appel doit être entendu

FANSHAWE COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY; RE OPSEU, LOCAL 109, OPSEU, LOCAL 110 AND CHRISTOPHER CALAGHAN, INSPECTOR; File Nos. 2903-09-HS, 2906-09-HS; Dated February 1, 2010; Panel: Lee Shouldice (15 pages)

Modification de juridiction – Industrie de la construction – Ingérence dans les affaires syndicales – Pratique et procédure – Pratiques déloyales de travail – Le syndicat local 183 demandait la production de certains documents, mais les parties intimées invoquaient le privilège avocat-client et le privilège relatif aux indicateurs, et elles prétendaient également que la divulgation aurait un effet inquiétant et dissuasif sur les membres du syndicat disposés à se manifester et à contribuer à une enquête dans le cadre d'affaires futures – La question que doit trancher la Commission est la suivante : si le privilège interdisant la divulgation s'applique, et, dans le

cas contraire, si la Commission devrait exercer son pouvoir discrétionnaire pour ne pas exiger la divulgation de certains documents – Les parties intimées alléguaient l'existence d'une relation avocat-client entre M. Pink et l'UIJAN – Or, selon la Commission, lorsque M. Pink mène une enquête, ce n'est pas à titre d'avocat; par conséquent, la relation entre M. Pink et l'UIJAN ne peut bénéficier du privilège avocat-client – La Commission soutient également que ni l'identité des indicateurs ni les renseignements qu'ils ont fournis à M. Pink n'étaient protégés par le privilège relatif aux communications ou aux indicateurs – On ne saurait affirmer que protéger l'identité des indicateurs lors d'une enquête privée aux termes des actes constitutifs d'un syndicat donne lieu à des « considérations importantes sur le plan social » – La Commission estime que, dans la situation, il ne serait pas approprié qu'elle exerce son pouvoir discrétionnaire pour interdire la divulgation de l'identité des indicateurs ou celle des renseignements qu'ils ont fournis – La Commission déclare que l'identité des indicateurs pourrait être pertinente, et qu'elle n'est pas disposée à exercer son pouvoir discrétionnaire pour interdire ni la divulgation du nom des indicateurs ni d'éléments de preuve pertinents pouvant permettre de préciser le nom des indicateurs – La Commission ordonne la divulgation des documents sous réserve de certaines conditions comme mesures de protection du processus et des personnes en cause – L'affaire suit son cours

LIUNA, JOSEPH S. MANCINELLI, RONALD A. PINK, Q.C. AND COSMO MANELLA; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183 ON ITS OWN BEHALF AND ON THE BEHALF OF ITS MEMBERS AND EXECUTIVE BOARD; File No. 2388-09-U; Dated February 22, 2010; Panel: Charles E. Humphrey (16 pages)

Employé – Employeur – Santé et sécurité – Les requêtes en cause portent sur la santé et la sécurité des travailleurs paramédicaux (employés d'Essex représentés par le SCFP) en ce qui touche les systèmes de communication que le MSSLD (le Ministère) a la responsabilité unique et exclusive de leur fournir et de diriger – Essex et le SCFP sont en désaccord avec le Ministère sur les six points suivants : nécessité de fournir un second radiotéléphone portable à l'équipe des ambulanciers, de façon à ce que chacun de ses deux membres dispose d'un appareil; vérification des interrupteurs de secours des appareils; entretien préventif des appareils; signalisation des adresses pouvant présenter des dangers; fonction micro à micro pour les téléphones portables; information sur les défaillances du système – La Commission examine les données de fait de la

situation, les risques qu'affrontent les travailleurs paramédicaux et le rôle du Ministère en ce qui a trait à la prestation des services ambulanciers dans le comté d'Essex – La Commission constate que, bien que le Ministère ne soit pas l'employeur des travailleurs paramédicaux, la LSST lui confère certaines des obligations d'un employeur à l'égard des travailleurs paramédicaux – La Commission relève un fort degré d'intégration entre les fonctions de communication et de répartition effectuées par le Ministère et les fonctions de service dont s'acquitte Essex – La Commission note que, du début à la fin de leur quart de travail, les travailleurs paramédicaux sont constamment sous le contrôle et la direction du Centre intégré de répartition d'ambulances du Ministère – Après un examen poussé de la jurisprudence, la Commission estime que l'intégration de ces systèmes est suffisante pour imposer au Ministère certaines des obligations d'un employeur vis-à-vis des travailleurs paramédicaux, étant donné que la contiguïté des activités respectives du Ministère et d'Essex pourrait poser un risque de préjudice pour ces travailleurs – Subsidiairement, la Commission juge que le Ministère, même s'il n'a pas de personnalité physique, peut être considéré comme étant un superviseur aux termes de la Loi, et que, vu le pouvoir qu'il exerce sur les travailleurs paramédicaux (c'est-à-dire son contrôle total et exclusif du système de communication dont il exige l'utilisation par ces travailleurs), il est effectivement leur superviseur – La Commission poursuit en déclarant que le Ministère a manqué à certaines de ses obligations concernant les six points ci-dessus touchant les systèmes de communication, à titre d'employeur (et subsidiairement de superviseur) des travailleurs paramédicaux – Déclarations, directives et ordres prononcés

MINISTRY OF HEALTH AND LONG-TERM CARE, LAND AMBULANCE PROGRAMS; RE CUPE LOCAL 2974.1 AND R. TAGGART, INSPECTOR; RE COUNTY OF ESSEX-WINDSOR; File Nos. 3325-04-HS; 0284-05-HS; Dated February 26, 2010; Panel: Ian Anderson 57 pages)

Industrie de la construction – Recours provisoires – Intervenant – Pratiques déloyales de travail – Percon avait licencié sept employés, dont l'un avait par la suite été rappelé – L'Union des journaliers demandait, à titre de recours provisoires, la réintégration des six autres journaliers – Percon avait contesté le bien-fondé de la requête en recours provisoires, invoquant que les six particuliers avaient été licenciés pour des raisons d'affaires véritables, sans animosité envers le syndicat et conformément aux

dispositions sur le licenciement de la convention collective conclue par Percon et le syndicat local 52 – Selon la Commission, l'allégation voulant que le licenciement des six particuliers soit attribuable à leur appui à la campagne de recrutement est une question grave, qu'il faut trancher; une campagne était en cours pendant la période en cause; la réintégration ou le rappel immédiat des six particuliers est impératif si l'on veut éviter un préjudice irréparable à la campagne de recrutement de l'Union; enfin, le préjudice financier que subirait Percon ne l'emporte pas sur le préjudice irréparable ni sur les objectifs en relations de travail que permettrait d'atteindre l'octroi de ces recours provisoires – La Commission juge que les déclarations factuelles présentaient des contradictions notables, ce qui suggère que la conduite de Percon pouvait ne pas avoir été exempte d'animosité antisyndicale – Par conséquent, la Commission ordonne la réintégration des six particuliers et elle émet à l'intention de Percon la directive de s'abstenir de les licencier ou de modifier leurs conditions d'emploi d'ici à ce que la Commission rende une décision définitive sur la plainte pour pratiques déloyales de travail, à moins d'avoir obtenu le consentement de l'UIJAN – Recours accordés, avec directives

PERCON CONSTRUCTION INC.; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; RE CONSTRUCTION WORKERS LOCAL 52, AFFILIATED WITH CLAC; File Nos. 2962-09-M; 2963-09-U; Dated February 1, 2010; Panel: John D. Lewis (18 pages)

Santé et sécurité – Xstrata avait reçu un ordre lui enjoignant d'affecter un secouriste à la salle de premiers soins de chacune de ses deux exploitations minières – Un comité de la Commission à composition différente avait rejeté la requête en suspension de l'application de l'ordre présentée par Xstrata en attendant l'issue du présent appel – La Commission relève que le règlement [en anglais seulement] utilise le terme « readily available » [disponibles rapidement] et non le terme « immediately available » [disponibles immédiatement], et que rien dans le règlement n'empêche l'employeur de confier à la même personne la responsabilité des salles de premiers soins des deux mines souterraines dans des circonstances où il est peu probable que le secouriste doive administrer des premiers soins en deux emplacements en même temps – Selon la Commission, parce que les mines ne sont pas en exploitation et que les employés travaillant sous terre sont relativement peu nombreux, il est peu probable que des premiers soins doivent être administrés simultanément dans les deux mines – La Commission juge que, tant que les mines ne

sont pas en exploitation, Xstrata est en conformité avec les dispositions du règlement s'il confie à un même préposé compétent la responsabilité des deux salles de premiers soins – Appel admis; ordre annulé

XSTRATA CANADA CORPORATION; RE UNITED STEEL, PAPER AND FORESTRY, RUBBER, MANUFACTURING, ENERGY, ALLIED INDUSTRIAL SERVICE WORKERS INTERNATIONAL UNION (UNITED STEELWORKERS), LOCAL 2020; RE RICK KULYSKI, INSPECTOR; AND CANADIAN AUTOWORKERS (CAW) CANADA AND ITS LOCAL 598; File No. 0506-09-HS; Dated February 5, 2010; Panel: Harry Freedman (19 pages)

RAINBOW CONCRETE INDUSTRIES LTD.; RE INTERNATIONAL UNION OF OPERATING ENGINEERS, LOCAL 793 AND ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD; OLRB File No. 0116-06-R (Court File No. 332-09); Dated February 2, 2010; Panel: McCombs, Lederman and Molloy JJ (5 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Unité de négociation – Accréditation – Employé – Révision judiciaire – Rainbow avait demandé la révision judiciaire de deux décisions de la Commission portant sur l'exclusion de certains employés de l'unité de négociation ainsi que de décisions de la Commission rejetant ses demandes de réexamen – La Commission avait fait appel au critère du « lien d'emploi effectif » et avait constaté que les 11 chauffeurs ne travaillaient pas sur place à Sudbury, ne relevaient pas du bureau de cet emplacement et n'étaient pas non plus des employés compris dans l'unité de négociation – La Commission avait aussi constaté que 15 des employés n'étaient pas compris dans l'unité de négociation parce que leurs tâches étaient d'ordre administratif et qu'ils étaient visés par l'exception des employés de bureau – En conséquence de ces exclusions, les bulletins des employés qui ne faisaient pas partie de l'unité de négociation n'avaient pas été dépouillés, et le syndicat local 793 l'ayant emporté lors du scrutin de représentation, il avait été accrédité – En révision judiciaire, la Cour trouve que la Commission avait eu raison de mettre de l'avant le facteur du temps de présence effective à chaque emplacement; de plus, la décision de la Commission d'exclure les chauffeurs figure au nombre des issues acceptables et est digne de déférence – En ce qui concerne les employés de bureau et vu l'expérience qu'a la Commission de l'examen de ce type d'affaires, la Cour est d'avis que la décision de la Commission était raisonnable et digne de déférence – Requête rejetée

Compte rendu des décisions de la Commission dans [2006] OLRB Rep. May/June 409; [2009] O.L.R.D. No. 1096

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Ellis Don Limited v. Ontario Sheet Metal Workers' and Roofers' Conference Divisional Court No. 92/10	0784-05-G	En cours
AECON Construction Group v. IBEW, Local 105 Divisional Court No. 87/10	3626-08-G	En cours
Independent Electricity System Operator v. Canadian Union of Skilled Workers, LIUNA et al Divisional Court No. 78/10	3322-03-R 2118-04-R	En cours
Christopher Henderson (Proteus Craftworks) v. Director of Employment Standards et al Divisional Court No. 02/10	1953-07-ES	En cours
K.A.S. Group of Companies v. Metro Waste Paper Recovery Divisional Court No. 611/09	0723-08-R 1037-08-R	En cours
Reliable Painters & Decorators Divisional Court No. 620/09	1443-09-R	En cours
Riverside Mart & Service v. Bilal Jebahi Divisional Court No. 09-DC-1566 Ottawa	1598-09-ES	En cours
Lennox Drum Limited v. Joseph Ah-hone Divisional Court No. 465/09	0657-08-HS	En cours
Pro Pipe Construction v. Norfab Metal and Machine Divisional Court No. 408/09	2574-04-R	En cours
IBEW v. Ellis Don Divisional Court No. 437/09	2836-08-G	En cours
Blue Mountain Resorts v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 373/09	1048-07-HS 0255-08-HS	En cours
Julie Desgrosseillers v. North Bay General Hospital Divisional Court No. DV-830-09 SUDBURY	0827-08-U	En cours
Robert McLaughlin v. Graphite Specialty Products, et al Divisional Court No. 09/191 LONDON	2221-07-OH	En cours
Rainbow Concrete v. International Union of Operating Engineers Divisional Court No. 332/09	0116-06-R	Rejetée le 2 février 2010
Roy Murad v. Les Aliments Mia Foods Divisional Court No. 291/09	1999-07-ES	En cours
Greater Essex County District School Board v. IBEW, Local 773 et al Divisional Court No. 212/09	1776-04-R et al	14 juin 2010
Donald Amodeo v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 147/09	2837-07-U 2839-07-OH	15 mars 2010
Dr. Peter A. Khaite v. OLRB et al Divisional Court No. 79/09	0290-08-U; 0338-08-U	Rejetée par la C.A. le 3 février 2010
Dr. Peter A. Khaite v. OLRB et al Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
Comfort Hospitality Inc. o/a Days Inn v. Director Employment Standards et al Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
L.I.U.N.A. v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours